

En 1908, la guerre avait déjà été déclarée

Il y a cent ans, Joseph Caillaux, ministre des Finances, était parti en guerre contre les paradis fiscaux. Sans grand succès. Le Parlement, alors à droite, avait repoussé le projet de loi visant à réprimer les fraudeurs en matière de droits de succession, qui bénéficiaient aux banques étrangères.



Derrière la Suisse, il y a le Luxembourg

Les 1 800 milliards d'euros placés en Suisse profitent aussi au Luxembourg. Via notamment ses fonds d'investissement, le grand-duché capte près de 600 milliards détenus le plus souvent par des sociétés écrans domiciliées aux îles Vierges ou à Panama.

5 800 milliards à l'ombre

ARGENT L'enquête de l'économiste français Gabriel Zucman révèle, pour la première fois, l'ampleur du patrimoine financier des ménages caché dans les paradis fiscaux

PROPOS RECUEILLIS PAR
DOMINIQUE RICHARD
d.richard@sudouest.fr

« Sud Ouest Dimanche ». Selon vos calculs, il n'y a jamais eu autant d'argent dans les paradis fiscaux alors que, depuis quatre ans, on parle de les supprimer...

Gabriel Zucman. Il ne s'agit que de dénonciations verbales sans aucune sanction concrète à la clé. Il n'est donc pas surprenant que les fortunes offshore continuent à s'accumuler dans les paradis fiscaux. Depuis 2009, elles ont augmenté de 25 % : 5 800 milliards d'euros y sont actuellement placés, dont 1 800 milliards d'euros en Suisse. Cela représente 8 % du patrimoine financier des ménages. Et c'est une estima-

que la lutte contre ces territoires commence à prendre corps à l'échelon international.

Le G20, le groupe des 20 nations les plus puissantes de la planète, s'est engagé à mettre en place, d'ici à 2015, l'échange automatique d'informations. Il s'agit de permettre au fisc de chaque pays d'avoir accès aux données bancaires des contribuables propriétaires d'avoirs à l'étranger. C'est un progrès. L'échange d'informations à la demande qui existait jusqu'à présent ne servait à rien. Cela fait des années et des années que l'on attend la mise en place de ce standard international. Mais, à lui seul, il ne pourra venir à bout de l'opacité financière, qui s'est renforcée. Aujourd'hui, la majorité des comptes ne sont plus détenus en di-

